

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
2 rue Jean RICHEPIN
BP 60079
CEDEX
66050 Perpignan

Perpignan, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANTARGAZ SAS

Immeuble Reflex -4 Place Victor Hugo
92400 Courbevoie

Références : 2024-DRA-487
Code AIOT : 0006600258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement ANTARGAZ SAS implanté 1143 Rue Adolphe Turrel - BP 24 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ SAS
- 1143 Rue Adolphe Turrel - BP 24 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt ANTARGAZ de Port la Nouvelle a été créé dans les années 60 et occupe un terrain d'une superficie de 6,65 ha.

Le site comprend :

- 1 réservoir sous talus de propane,
- une pomperie GPL comprenant 3 pompes horizontales et 2 compresseurs
- 2 postes de déchargement de camions citernes
- 3 postes de déchargement de wagons citernes
- 3 postes de chargement de camions citernes

Actuellement, l'arrêté préfectoral n°2007-11-0710 du 23/04/2007 qui a réactualisé les prescriptions techniques applicables au dépôt constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-11-1385 du 25/05/2010 qui impose à l'exploitant la mise en œuvre de mesures complémentaires de maîtrise du risque suite à l'instruction de la dernière étude des dangers qu'il a produite ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°20123334-0021 du 13/12/2013 relatif à la mise en œuvre d'un réseau d'assainissement ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2019-048 du 02/10/2019 de fin d'instruction de l'EDD 2015 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UiD11/66-2021-036 du 02/11/2021 qui modifie les prescriptions relatives aux moyens incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Étude de dangers et analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 .1 et 7.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Informations minimales attendues dans l'EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	MMRi – volet « prise d'information »	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Test de la MMRi	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	MMRi – gestion des anomalies	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
6	MMRi – volet « système de traitement »	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet
7	MMRi – volet « actionneur » – partie 1	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet
8	MMRi – volet « actionneur » – partie 2	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet
10	MMRi – maintenance, test et indisponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la gestion des mesures de maîtrise du risque (MMR) sur le dépôt en examinant la démarche globale mise en place et en s'appuyant sur l'examen approfondie d'une des MMR instrumentée en vigueur. La démarche globale, en cours d'évolution au niveau du groupe Antargaz, doit être déployée dans son intégralité et nécessitera des ajustements de procédures et d'enregistrement des documents de gestion existants. La MMRi contrôlée semble répondre aux attendus (efficacité, fiabilité, disponibilité, testabilité). Des interrogations subsistent toutefois sur son temps de réponse. La notice de réexamen de l'étude de dangers attendue dans les prochaines semaines (réexamen quinquennal) devra tenir compte des demandes formulées lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers et analyse des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 .1 et 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de

maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Constats :

L'étude de dangers (EDD) de « référence » pour le site date de 2007 avec des compléments apportés en 2009. Cette EDD constitue le document de référence ayant permis d'adopter le Plan de Prévention des Risques (PPRT) de Port-La-Nouvelle (regroupant les 4 sites Seveso seuil haut du port).

Une révision de l'étude de dangers a été transmise en août 2015 (révision 2). Cette révision a permis d'acter des modifications apportées sur le site et de présenter des mises à jour des modélisations réalisées (affinement des données d'entrée, des modèles et hypothèses retenus).

Enfin, la dernière mise à jour de l'étude de dangers du site date du 15 juillet 2019. D'après cette étude, 66 phénomènes dangereux (PhD) ont des effets hors site. Pour la majorité de ces PhD, les effets létaux impactent des terrains inoccupés (marais salants) ou les sites Seveso voisins.

Le jour de l'inspection, ce sont les phénomènes dangereux redoutés suite à une rupture ou brèche de la tuyauterie d'emplissage du réservoir sous talus à partir du poste de chargement wagons (ER III.2) qui ont été retenus.

Dans l'étude de dangers, plusieurs mesures de maîtrise de risques (MMR) et mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) sont proposées et détaillées pour diminuer la probabilité et/ou la gravité de ces PhD.

Parmi ces barrières, la MMRi 03.2.1 a été examinée en détail lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article R. 515-98 du code de l'environnement, le réexamen de l'étude de dangers du site Antargaz à Port-La-Nouvelle doit être transmis dans les prochaines semaines (réexamen quinquennal).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Informations minimales attendues dans l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

6. Mesures de maîtrise des risques.

Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.

Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le

cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Constats :

L'étude de dangers mise à jour en date du 15 juillet 2019 comporte :

- la liste des MMR et MMRI en vigueur sur le site,
- pour la MMRI 03.2.1 : l'EDD présente le nœud papillon relatif à l'évènement redouté central « rupture ou brèche 33 % de la tuyauterie d'emplissage du réservoir en provenance des postes de déchargement wagons » sur lequel la MMRI s'insère, le descriptif des différents composants de la MMRI, le schéma afférant et le calcul de la probabilité moyenne de défaillance de la MMRI.

L'ensemble des attendus exprimés dans cet article n'est pas, à ce jour, présent dans l'étude de dangers. Toutefois, cette prescription a été ajoutée dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 par l'arrêté ministériel du 28 février 2022. Elle n'était donc pas exigible en 2019 lors de la transmission de la dernière version de l'étude de dangers.

La procédure PMS-011 « gestion des MMR et MMRI » du groupe Antargaz prévoit dans son paragraphe 5.1 que le département HSE établit pour chaque MMR technique une fiche permettant de justifier son indépendance et ses performances (efficacité, temps de réponse, niveau de confiance et testabilité) et que ces fiches soient annexées à l'étude de dangers. Ces fiches pourraient utilement répondre aux attentes de cet article.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir ce document (ou les fiches MMR prévues dans la procédure Antargaz) lors du réexamen quinquennal de l'étude de dangers attendu dans les prochaines semaines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. [...]

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

À l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base

d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure « gestion des MMR et MMRI » (PMS-011) créée en 2023. Cette création est consécutive à la réorganisation de la structuration des procédures au sein du groupe initié depuis quelque temps. Cependant, une procédure de gestion des EIPS (éléments importants pour la sécurité - ancienne dénomination des MMR) préexistait depuis 2013.

Cette procédure PMS-011 précise comment sont identifiées, dans l'étude de dangers, les MMR et MMRI à mettre en place sur un site Antargaz. Cette procédure fait référence à la doctrine du ministère, à un guide de l'INERIS et une norme sur les systèmes instrumentés de sécurité. Pour les MMRI, l'identification et l'établissement de la fiche équipement sont de la responsabilité du service HSE. La gestion du cycle de vie de la MMRI (contrôle, maintenance, modification) est géré en local, sur le site, grâce à la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

La procédure liste un nombre important de documents associés dont certains ont été examinés en séance. Plusieurs sont toutefois encore à l'état de projet (ou non rédigés) et n'ont pu être présentés en séance.

En revanche, les contrôles réalisés (voir les constats faits dans les parties confidentielles des fiches suivantes) montrent que des procédures, des organisations et des documents internes au site de Port-La-Nouvelle pallient relativement bien à ces manques.

Le déploiement complet de la procédure PMS-011 et des documents et processus associés devrait permettre de consolider les pratiques déjà en vigueur sur le site et de les fiabiliser pour rendre le processus de gestion des MMRI encore plus robuste.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du déploiement complet de la procédure de gestion des MMR et MMRI, l'exploitant devra prendre en considération les ajustements et améliorations proposés dans les fiches de constats suivantes (demandes formulées en annexe confidentielle dans chaque fiche de constat concernée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...]

Constats :

Comme indiqué dans les fiche n°1, l'inspection a porté en particulier sur la **MMRi 03.2.1**.

Une MMRi est une MMR constituée par une chaîne de traitement comprenant une prise d'information (capteur, détecteur...), un système de traitement (automate, calculateur, relais...) et une action (actionneur avec ou sans intervention d'un opérateur).

La MMRi 03.2.1 est composée :

- d'une **fonction détection** assurée par un ensemble de détecteurs gaz positionnés sur le site
- d'une **fonction traitement** de cette information par un « relais détection gaz »
- d'une **fonction action** qui va agir pour supprimer l'alimentation de la fuite en amont (côté wagon)

Au regard de leur caractère sensible, les détails de la MMRi sont disponibles uniquement en annexe confidentielle.

L'inspection a pour objectif de s'assurer que cette MMRi est conforme aux attendus (efficace, fiable et disponible) et vérifier son temps de réponse. Ces contrôles sont détaillés dans les fiches suivantes (fiches n° 5 à 11).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des ajustements et vérifications sont attendus sur la description de cette MMRi (cf. demandes formulées en annexe confidentielle). Ces ajustements seront pris en compte, si besoin, pour mettre à jour la fiche MMRi (celle visée dans la procédure PMS-011 et qui devra être jointe en annexe de la notice de réexamen).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : MMRi – volet « prise d'information »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

L'inspection s'est attachée à vérifier chaque élément de la chaîne de sécurité de la MMRi contrôlée.

Sur le volet « Prise d'information » (détecteurs gaz dans le cas présent) :

Ce sont des détecteurs gaz standards, d'une marque reconnue. La documentation technique fournisseur a été présentée.

<p>La fonction est assurée par plusieurs détecteurs présents sur le site. L'exploitant a pu présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'implantation de ces détecteurs • l'étude d'implantation réalisée spécifiquement pour le site Antargaz Port-la-Nouvelle selon la doctrine définie au niveau du groupe Antargaz <p>Le détail de l'examen et les constats qui en découlent sont en annexe confidentielle.</p> <p>La fiche détaillée de ce détecteur gaz a été transmise. Elle donne la description, son rôle dans le fonctionnement de la MMRI et des informations sur son indépendance, performance, test de fonctionnement, gestion des compétences et de la maintenance, enregistrement. Les documents détaillant les attendus du prestataire ont aussi été présentés en séance.</p> <p>Une maintenance préventive est assurée tous les 6 mois par le prestataire sur ces détecteurs, ce qui est cohérent avec les données fournisseur et les recommandations de la profession pour ce type de détecteurs. Le dernier rapport de contrôle datant de juin 2024 a été présenté en séance.</p> <p>Le suivi de ces détecteurs est réalisé à partir de la GMAO du site. Chaque détecteur dispose d'une « fiche de vie » dans laquelle on retrouve les dates de contrôle, les dates où la cellule a été changée (en cas de dérive constatée lors de la maintenance ou en cas de panne)...</p> <p>De plus, l'exploitant dispose d'un tableau de suivi des détecteurs qui donne pour chacun (de façon distincte pour le détecteur et pour la cellule comprise à l'intérieur) le numéro de série et la date de mise en service.</p> <p>→ Les constats réalisés et les documents présentés en séance permettent de vérifier que la partie « prise d'information » de la MMRI semble conforme aux attendus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des demandes sont formulées (en annexe confidentielle) à l'examen des documents transmis et examinés lors de (ou après) l'inspection afin d'apprécier la robustesse du volet « prise d'information » de la MMRI 03.2.1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : MMRI – volet « système de traitement »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection s'est attachée à vérifier chaque élément de la chaîne de sécurité de la MMRI contrôlée.</p> <p>Sur le volet « Système de traitement » (centrale dans le cas présent) :</p> <p>Au regard du nombre de détecteurs gaz, le site est équipé de 2 centrales gaz distinctes de même technologie. Ces centrales ont été installées en 2000.</p> <p>Ces centrales sont vendues et maintenues par le même fournisseur que les détecteurs. La documentation technique fournisseur a été présentée.</p> <p>La maintenance est réalisée tous les 6 mois. Cette périodicité est conforme à la documentation fournisseur. La maintenance est bien suivie dans la GMAO. Les centrales ont été vues dans les locaux électriques. L'étiquette de maintenance 06/2024 était bien apposée.</p> <p>→ Les constats réalisés et les documents présentés en séance permettent de vérifier que la partie « système de traitement » de la MMRI semble conforme aux attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MMRI – volet « actionneur » – partie 1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est attachée à vérifier chaque élément de la chaîne de sécurité de la MMRI contrôlée.</p> <p>Sur le volet « Actionneurs » (vannes dans le cas présent) :</p> <p>Ces vannes sont dites à sécurité positive. Elles sont normalement fermées en cas de perte d'énergie.</p> <p>Ce sont des vannes standards pour assurer la fonction attendue, d'une marque reconnue. La documentation technique fournisseur a été présentée.</p> <p>La fiche détaillée de cet équipement n'a pas été consultée (mais elle existe). En revanche, la procédure INS-031 « contrôle des ROV GPL » a été transmise. Elle détaille les contrôles et maintenance associés à ce matériel.</p> <p>Il n'y a pas de maintenance préventive, la vanne étant utilisée à chaque déchargement de wagon. En revanche, l'exploitant indique que les vannes sont changées tous les 10 ans.</p> <p>Le suivi des vannes est réalisé à partir de la GMAO du site. Chaque vanne dispose d'une « fiche de vie » dans laquelle on retrouve les dates des contrôle, les dates où elle a été changée (en cas de panne ou selon la règle des 10 ans).</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas encore d'un tableau de suivi de ces vannes. Il prévoit de</p>

le mettre en place.
→ Les constats réalisés et les documents présentés en séance permettent de vérifier que la partie « actionneurs » de la MMRI semble conforme aux attendus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MMRI – volet « actionneur » – partie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est attachée à vérifier chaque élément de la chaîne de sécurité de la MMRI contrôlée.</p> <p>Sur le volet « Actionneurs » (ridoir et clapet de fond wagon dans le cas présent) : Ce sont des ridoirs standards, d'une marque reconnue. La documentation technique fournisseur a été présentée.</p> <p>La fiche détaillée de cet équipement a été transmise. Elle donne la description, son rôle dans le fonctionnement de la MMRI et des informations sur son indépendance, performance, test de fonctionnement, gestion des compétences et de la maintenance, enregistrement.</p> <p>Une maintenance préventive est assurée tous les 3 mois et ils sont révisés tous les 4 ans (envoi au fournisseur). Ils sont ensuite retournés sur le site avec un certificat de conformité. L'exploitant dispose d'un ridoir en plus afin de pouvoir assurer un roulement sans perdre la fonctionnalité sur un des postes de déchargement wagons.</p> <p>Le suivi de ces ridoirs est réalisé à partir de la GMAO du site. Le contenu de la GMAO pour l'un des ridoirs de la MMRI 03.2.1 ont été examinés.</p> <p>En ce qui concerne le clapet de fond des wagons : Les wagons ne sont pas la propriété d'Antargaz. L'exploitant s'assure toutefois à la réception des wagons, à l'aide d'une check-list que le wagon réceptionné est conforme aux attendus.</p> <p>→ Les constats réalisés et les documents présentés en séance permettent de vérifier que la partie « actionneurs » de la MMRI semble conforme aux attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Test de la MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique de la MMR
Prescription contrôlée : L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : L'exploitant indique qu'un test est réalisé tous les 6 mois lors de la maintenance préventive réalisée sur les détecteurs et la centrale gaz (par stimulation d'un détecteur différent à chaque fois). Le dernier date de juin 2024. Cette périodicité correspond à ce qui est préconisé dans les procédures. Le test est réalisé par le prestataire en charge de la maintenance des détecteurs et des centrales. L'exploitant dispose d'une procédure de test (disponible dans la GMAO) et d'un enregistrement de ce test (dans le rapport du prestataire). L'exploitant procède aussi à des tests tous les ans de la fermeture des vannes et des clapets de fond des wagons sur mise en sécurité du site (par déclenchement du bouton d'arrêt d'urgence par exemple). Le dernier test date de février 2024. L'exploitant dispose d'une procédure de test (disponible dans la GMAO) et d'un enregistrement de ce test. Des tests inopinés peuvent aussi être réalisés en fin de déchargement wagons à des fréquences plus importantes. → Les constats réalisés et les documents présentés en séance permettent de vérifier la testabilité des différents éléments composants la MMRI mais pas de s'assurer complètement de son temps de réponse global (cf. détails des constats en annexe confidentielle).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Des demandes sont formulées (en annexe confidentielle) à l'examen des documents transmis et examinés lors de (ou après) l'inspection, afin d'apprécier la robustesse des tests réalisés et de s'assurer du temps de réponse de la MMRI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : MMRI – maintenance, test et indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

<p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles réalisés dans les fiches n°5 (détection), 6 (traitement), 7 - 8 (action) et 9 (test de la chaîne MMRI) montrent que l'exploitant a défini sa maintenance et ses tests de bon fonctionnement selon des standards constructeurs, éprouvés et reconnus par la profession.</p> <p>En ce qui concerne la gestion des indisponibilités, l'exploitant a présenté la procédure INS-019 « marches dégradées prédéfinies » qui décrit les mesures compensatoires pour un certain nombre de situations dégradées pouvant survenir sur le dépôt.</p> <p>Les cas des détecteurs, de la centrale gaz et des vannes y sont répertoriés et des dispositions sont définies en cas d'indisponibilité d'un ou plusieurs des matériels concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : MMRI – gestion des anomalies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. [...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des</p>

mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.

[...]

Constats :

La MMRI examinée lors de l'inspection est à sécurité positive en cas de :

- perte d'alimentation électrique (plus de détection)
- défaut sur la mesure (dérive du détecteur)
- perte d'alimentation de l'air comprimé (vannes et clapet de fond wagon en position de repli)

Comme indiqué dans la procédure PMS-011, « *l'ensemble des interventions sur une MMR ou MMRI doit être enregistré dans la fiche de vie de l'équipement. Cette fiche de vie est intégrée à la GMAO ou tout système équivalent* ».

D'après les contrôles réalisés lors de la visite sur les 3 composants de la MMRI 03.2.1, quelques améliorations sont possibles sur ces enregistrements (cf. les constats détaillés en annexe confidentielle).

L'exploitant précise qu'une revue des anomalies des MMR / MMRI est réalisée au niveau groupe. Le document a été présenté en séance. **Il semble toutefois que ce document ne permette pas de tirer des conclusions à l'échelle du site et aux attendus de cet article.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à une revue des anomalies comme demandé dans cet article et le réexamen quinquennal attendu dans les prochaines semaines devra permettre, à l'appui de cette revue, de réévaluer, si nécessaire, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois